

SURINTENDANT DE COMTE, NOUVEAUX PROCES-VERBAUX,
POUVOIRS ET DEVOIRS DES OFFICIERS DE VOIERIE.

VIII. Nonobstant les dispositions contenues aux dits actes, nul conseil de comté n'aura le droit à l'avenir de nommer un surintendant de comté, laquelle charge est par le présent supprimée ;

Charge de surintendant de comté abolie.

2. A l'avenir tous les pouvoirs et attributions dont le surintendant de comté était revêtu par les susdits actes, seront exercés de la manière suivante :

Qui en exercera les pouvoirs, etc.

A l'égard de tout ouvrage de comté, par le conseil de comté ;

A l'égard de tout ouvrage local, par le conseil local ;

A l'égard de tout ouvrage concernant plusieurs comtés, par le préfet du comté dans lequel l'initiative aura été prise ; lequel préfet convoquera l'assemblée des délégués, la présidera et aura la voix prépondérante ci-devant conférée au surintendant ;

3. Tout conseil aura le droit de nommer, par résolution, une personne convenable pour faire tout procès-verbal, ou pour remplir tout autre devoir ci-devant dévolu au surintendant ; toute personne ainsi nommée pour toutes les fins de telle résolution, sera censée être un des officiers municipaux, sera tenue de remplir toutes les formalités ci-devant exigées du surintendant en pareil cas, et sera sujette aux mêmes pénalités en cas de négligence ;

Le conseil pourra nommer une personne pour remplir certains autres devoirs du surintendant.

4. Tout conseil aura aussi le droit de rejeter aussi bien qu'homologuer ou amender tout procès-verbal ainsi fait ; et lorsqu'un procès-verbal ou rapport aura été rejeté, il sera loisible au conseil d'ordonner que les frais encourus soient payés par les personnes qui auront demandé tel procès-verbal ou rapport, et de déterminer le montant de tels frais ;

Quant aux procès-verbaux.

5. Toute requête qui, d'après les dispositions du dit acte de 1855, devait être présentée au surintendant, sera à l'avenir adressée au conseil de comté, si elle a trait à un ouvrage concernant un ou plusieurs comtés, ou au conseil local si elle a trait à un ouvrage local, et sera remise au secrétaire-trésorier qui la présentera incontinent au conseil s'il siège, ou à la première séance ensuivante s'il ne siège pas ;

Les requêtes seront adressées aux conseils.

6. Le secrétaire-trésorier de tout conseil remplira les devoirs ci-devant dévolus au surintendant, en vertu des dispositions des sixième et septième paragraphes de la vingt-unième section du dit acte de 1855, en autant qu'ils concernent les affaires de la municipalité dans les limites de laquelle il exerce ses fonctions ;

Certains devoirs du surintendant dévolus au secrétaire-trésorier.

7. Toutes les dispositions des susdits actes qui répugnent à celles contenues en cette section, sont par le présent abrogées.

PAR

Rappels des dispositions incompatibles.